



# ARPSH

## Association Réunionnaise pour la Prévention des risques liés à la Sexualité et aux Harcèlements

Association régie par la loi 1901

Siège social :  
11 bis, rue Saint Jacques  
97 400 SAINT DENIS

### ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

---

#### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Sur les comptes de la Période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024*

---

## ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

---

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Sur les Comptes de la Période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024*

---

A l'Assemblée Générale de l'association A.R.P.S.H,

#### 1 - Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association Réunionnaise pour la Prévention des risques liés à la Sexualité et aux Harcèlements A.R.P.S.H** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association A.R.P.S.H à la fin de cet exercice.

#### 2 - Fondement de l'opinion

**Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### 3 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivants qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



- **Subventions des organismes financeurs :** En nous appuyant sur les conventions signées entre l'association A.R.P.S.H et les financeurs, nous nous sommes assurés de la réalité des subventions à recevoir et de la prise en compte de celles-ci en produit au fur et à mesure de la réalisation effective des dépenses.
- **Produits Constatés d'avance et Fonds dédiés :** l'annexe expose les méthodes comptables relatives à l'évaluation des produits constatés d'avance et des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

#### 4 - Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres de l'association A.R.P.S.H sur la situation financière et les comptes annuels.

#### 5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### 6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.  
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Clotilde, le 11 février 2025

Le Commissaire aux comptes  
Commissariat & Audit-3A



Hervé CHARLANES  
Président - Associé

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out. industriels	88 983	41 515	47 468	16 188
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	88 983	41 515	47 468	16 188
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	669		669	1 200
	TOTAL	669		669	1 200
	Total I	89 653	41 515	48 137	17 388
	Stocks et en cours	8 738		8 738	8 819
	Créances <sup>(2)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 265		5 265	476
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	48 578	2 100	46 478	41 227
	TOTAL	53 843	2 100	51 743	41 703
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	511 480		511 480	547 567
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>				
	TOTAL II	574 062	2 100	571 962	598 090
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	663 715	43 615	620 099	615 478
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				



Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	17 880	17 880
	Réserves pour projet de l'entité	365 680	365 680
	Autres		
	Report à nouveau	-60	
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	17 274	-610
	<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>400 775</b>	<b>383 500</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	27 470	
	Provisions réglementées		
<b>Total I</b>		<b>428 245</b>	<b>383 500</b>
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
<b>Total I bis</b>			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	155 619	146 705
<b>Total II</b>		<b>155 619</b>	<b>146 705</b>
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
<b>Total III</b>			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 985	6 694
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	32 400	29 594
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	493	670
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	355	48 312
<b>Total IV</b>		<b>36 234</b>	<b>85 271</b>
Écart de conversion Passif V			
<b>TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)</b>		<b>620 099</b>	<b>615 478</b>
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	7 952	844
	<i>dont ventes de dons en nature</i>	8	
	Ventes de prestations de service	8 071	9 325
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	486 554	315 424
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 112	910
	Utilisations des fonds dédiés	5 396	99 612
	Autres produits	17 427	17 958
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	527 515	444 075
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks	81	-2 246
	Autres achats et charges externes (1)	175 963	136 786
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	9 397	9 953
	Salaires et traitements	232 748	233 249
	Charges sociales	43 610	39 442
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 653	2 449
	Dotations aux provisions	2 100	
	Reports en fonds dédiés	43 675	12 260
	Autres charges	9	16
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	513 239	431 912
1. Résultat d'exploitation (I-II)		14 275	12 162

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 082	2 929
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	3 082	2 929
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		3 082	2 929
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		17 357	15 092
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	29	8 835
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	29	8 835
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	35	23 284
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	35	23 284
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-5	-14 449
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		78	703
Total des produits (I + III + V)		530 626	455 839
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		513 352	455 900
EXCÉDENT OU DÉFICIT		17 274	-60
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

# Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2024

ARPS

## Table des matières

1	Principes et méthodes comptables	3
1.1	Description	3
1.2	Méthodes comptables	3
1.3	Faits marquants	4
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	5
2.1	Actif immobilisé	5
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	8
2.2	Actif circulant	9
2.2.1	État des stocks	9
2.2.2	Fonds propres	10
2.2.3	Le résultat de l'exercice	10
2.3	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	11
2.3.2	Fonds dédiés	11
2.4	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	12
3	Autres informations	14
3.1	Honoraires des commissaires aux comptes	14
3.2	Mise à disposition	14



## 1 Principes et méthodes comptables

### 1.1 Description

Fondée en 1988, l'ARPS se distingue comme une association militante, laïque, apolitique et indépendante, rayonnant grâce à ses valeurs inébranlables de non-jugement et de lutte contre les discriminations. Privilégiant l'action de proximité à travers l'éducation populaire et l'échange entre pairs, l'ARPS a d'abord porté haut les couleurs de la lutte contre le VIH/SIDA, avant d'étendre son champ d'intervention pour promouvoir la santé sexuelle et faciliter l'accès aux droits et aux soins.

Depuis mars 2023, l'ARPS a fait évoluer son nom en ARPSH (Association Réunionnaise pour la Prévention des risques liés à la Sexualité et aux Harcèlements) pour intégrer la lutte contre le harcèlement, enrichissant ainsi sa mission au service d'une société plus équitable et inclusive

Ses missions principales sont la promotion en santé sexuelle, la prévention des risques liés à la sexualité, l'éducation à la vie affective et sexuelle, la lutte contre les discriminations et contre tous types de harcèlements.

L'ARPSH intervient dans les zones Ouest, Nord et Est de l'île, de Saint-Leu à Saint-Benoît.

### 1.2 Méthodes comptables

Les comptes annuels de l'association ARPSH clos le 31 décembre 2024 ont été établis en application du règlement comptable ANC n°2022-04 applicable aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Subvention d'exploitation : elles sont comptabilisées en produits constatés d'avance pour la part rattachée à des exercices futurs en cas de subvention accordée pour plusieurs exercices. Elles sont comptabilisées en fonds dédié pour la part non utilisée en cours d'exercice.
- Rajout d'un tableau en annexe sur la variation des fonds propres et des fonds dédiés.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de bases suivantes : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptable d'un exercice à l'autre et indépendance des exercices.

### 1.3 Faits marquants

L'association a mis fin à son bail pour le local situé au 34 rue du bois de nèfles 97400 SAINT DENIS.

Un nouveau bail a été signé le 16 juillet 2024 pour un local situé Avenue Jean Jaurès 97470 SAINT BENOIT.

Il a été demandé à l'association de développer la prévention dans l'EST de l'île.

Les locaux ont une superficie totale de 58.18 m2. Le loyer mensuel est de 669.07€.

Les actions liées à la prévention dans les collèges et lycées sont absentes sur l'année 2024/2025, car les 4 associations en santé sexuelle travailleront en partenariat pour la création d'un support numérique innovant à destination des professeurs.

## **2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

### **2.1 Actif immobilisé**

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

### 2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	19 596	10 143	1 356	-	28 383
	Matériel de transport	29 320	26 790	-	-	56 110
	Mat bur., informatique, mobilier	5 565	-	1 073	-	4 491
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Total III		54 480	36 933	2 430	-	88 984
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	1 200	669	1 200	-	669
Total IV		1 200	669	1 200	-	669
Total général		55 680	37 602	3 630	-	89 653



## 2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	14 473	1 290	1 356	14 407
	Matériel de transport	18 704	4 196	-	22 899
	Mat bur., informatique, mobilier	5 116	168	1 073	4 210
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	38 292	5 653	2 430	41 516
Total général		38 292	5 653	2 430	41 516



### 2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	38 292	5 653	-	2 430	-	41 516
<b>TOTAL</b>	<b>38 292</b>	<b>5 653</b>	<b>-</b>	<b>2 430</b>	<b>41 516</b>	<b>41 516</b>



## 2.2 Actif circulant

### 2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires			
Produits finis			
Marchandises	8 738		8 738
<b>TOTAL</b>	<b>8 738</b>		<b>8 738</b>



### 2.2.2 Fonds propres

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Affectation des résultats	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée »	383 561				383 561
Report à nouveau « Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée »		- 60			- 60
Excédent ou déficit de l'exercice	- 60	60	17 274		17 274
Situation nette (sous-total)					
<b>TOTAL</b>	<b>383 501</b>	<b>0</b>	<b>17 274</b>		<b>400 775</b>

### 2.2.3 Le résultat de l'exercice

Il se compose de :

- 1) 17 274€ résultat définitivement acquis à l'organisme ;

## 2.3 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

### 2.3.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite		23 343	23 343
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

### 2.3.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

#### 2.3.2.1 Subventions de fonctionnement affectées

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » (sous-compte « engagements à réaliser sur subventions attribuées ») et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Situations Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Report : engagement à réaliser sur nouvelles ressources (6894)	Transfert (subvention investissement) (131)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Régularisation	Fonds restant à engager en fin d'exercice (194)
ARS prévention des risques	134 444,93 €	37 678,36 €	27 500,00 €			144 623,29 €
Mairie Sainte-Suzanne	1 547,54 €	- €	- €	1 547,54 €		- €
REGION	5 714,29 €	- €	- €	3 849,00 €	- 1 865,29 €	- €
SIDACTION	- €	1 038,51 €				1 038,51 €
PREFECTURE	4 999,00 €	4 958,71 €		- €		9 957,71 €
	146 705,76 €	43 675,58 €	27 500,00 €	5 396,54 €	- 1 865,29 €	155 619,51 €

## 2.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	5 265	5265	
	Autres	48 578	48578	
Charges constatées d'avance		-		
TOTAL		53 843	53 843	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		2 986	2986		
Dettes fiscales et sociales		32 400	32400		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		493	493		
Produits constatés d'avance		355	355		
TOTAL		36 234	36234		



Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	



### 3 Autres informations

#### 3.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 859	
Au titre d'autres prestations		
<b>Honoraires totaux</b>	<b>5 859</b>	

#### 3.2 Mise à disposition

La mairie de Saint Denis met à disposition de l'ARPS un local situé au 11 bis rue Saint-Jacques – 97400 Saint Denis pour l'accueil du public depuis le 11 juillet 1996. Le loyer est valorisé à 32 400 francs, soit 4 939 €. La superficie du local est de 94 m².

La mise à disposition est renouvelable tacitement.

Il n'y a pas eu de réactualisation du montant du loyer depuis 1996.



# ARPSH

## Association Réunionnaise pour la Prévention des risques liés à la Sexualité et aux Harcèlements

Association régie par la loi 1901

Siège social :  
11 bis, rue Saint Jacques  
97 400 SAINT DENIS

### ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

---

#### RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES *Sur les Comptes de la Période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024*

---

## ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

---

### RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES *Sur les Comptes de la Période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024*

---

Mesdames et Messieurs les membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'Association Réunionnaise pour la Prévention des risques liés à la Sexualité et aux Harcèlements A.R.P.S.H, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

#### I- CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT :

En application de l'article L. 612-5 du code de commerce, nous avons été avisés de la convention suivante au cours de l'exercice 2024 :

#### **Convention entre l'association ARPSH et MCCF**


▪ Dirigeant en commun :

Madame Marthe de LACLOS membre du Conseil d'administration de ARPSH et dirigeante de MCCF.

- **Objet :** Contrat de prestations de services au titre de conseillère conjugale familiale.
- **Durée :** Du 01/01/2024 au 31/12/2024, suite à l'avenant n°1 au contrat initial du 26/07/2023.
- **Montant :** Le montant des honoraires facturés par MCCF, sur l'exercice 2024, s'élève à 9 997 euros.

Fait à Sainte Clotilde, le 11 février 2025

Le Commissaire aux comptes  
**Commissariat et Audit – 3A**



**Hervé CHARLANES**  
Président - Associé